HOUNIE Jean-François

De: Nathalie Ghorbani <nathalie.ghorbani@orange.fr>
Envoyé: lundi 22 septembre 2025 11:38
À: Enquete publique PLUI
Objet: avis sur le changement de délimitation des abords de la Castanhère

à l'attention de Monsieur Buis,

Monsieur,

Veillez trouver ci-joint notre avis sur votre proposition de changement de délimitations des abords de la Castanhère.

Veillez agréer, Monsieur nos salutations distinguées.

.....
.....

Nathalie Ghorbani et Catherine Burucoa

Propriétaires du domaine La Castanhère, 1096 avenue Gaston Fébus – 64170 Artix

Site inscrit à l'inventaire des Monuments historiques

Artix, le 17 septembre 2025

A l'attention de Monsieur Buis

Objet : Réponse à l'enquête publique relative au Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) arrêté

Monsieur,

Nous souhaitons tout d'abord attirer votre attention sur le déroulement de cette enquête.

Les membres de la commission ont pénétré dans notre propriété sans notre accord et sans que nous en ayons été averties. Pourtant l'U.D.A.P. et la mairie d'Artix disposent de nos mails et téléphones...

Ensuite, nous avons découvert en recevant la lettre recommandée que vous nous avez fait parvenir que le périmètre de protection se limite exclusivement à notre propriété inscrite – à l'exclusion surprenante d'un bout de notre champ qui longe la départementale (numéro de parcelle 4) et se trouve limitrophe avec le bâtiment de la SNEF.

Pourquoi ce petit bout de champ a-t-il été enlevé ?

Par ailleurs, des 500 mètres de protection initiaux, nous passons à 88 mètres à un endroit, à 100 mètres à d'autres et autres distances réduites.

Nous nous sommes rendues le 18 août à la permanence de la CCLO de Mourenx afin d'obtenir des éclaircissements notamment sur les cartes fournies dans le dossier. En effet, celles-ci sont peu lisibles pour nous car aucun numéro de parcelle n'y figure, de plus le découpage arbitraire à l'intérieur de certaines parcelles ne tient absolument pas compte du pourtour, entraînant l'exclusion d'une partie de certaines parcelles du périmètre protégé. Pourquoi ? Comment cette limite a-t-elle été effectuée ?

Cette visite du 18 août, après deux heures d'attente, a été extrêmement décevante car les personnes qui nous ont reçues n'étaient pas à même de répondre à nos questions, n'ayant pas participé à l'élaboration du projet et ne connaissant pas la législation concernant les Monuments historiques.

Leur seule fonction était de recueillir nos doléances.

Nous devons rencontrer l'architecte des Bâtiments de France à Pau, le vendredi 12 septembre. Le rendez-vous a été annulé deux jours avant, sous prétexte que l'entrevue que nous avons eue avec une personne de l'U.D.A.P. la semaine précédente, suffisait.

Pourtant il nous avait été dit que le rendez-vous du 12 nous permettrait de poser les questions laissées sans réponse....

Vous comprendrez que nous soyons découragées et frustrées d'aller d'une réunion à une autre sans explication ni éclaircissements sur un projet qui nous semble opaque et qui tient peu compte des personnes affectées par des décisions dont elles ne saisissent pas la logique, puisqu'elles en ignorent les tenants et aboutissants.

Nous sommes conscientes des problèmes que pose le périmètre protégé des 500 mètres à nos voisins et de toutes les contraintes qui leur sont imposées. Il nous a été dit à l'U.D.A.P. où nous nous sommes rendues début septembre que ce périmètre protégé leur posait des soucis au niveau de la couleur des volets... Nous pensons que vos décisions et projets dépassent largement cette question...

Concrètement :

Vous indiquez, page 16, que vous conservez les secteurs qui forment un écran végétal.

Nous ne voyons pas où s'arrête la protection des parties protégées à l'est où se situe notre bois. Les parcelles AL 31 et AL 32 (qui ne nous appartiennent pas) déboisées récemment, sont-elles exclues ou incluses du périmètre ? Est-ce ces parcelles qui sont considérées comme écran végétal. ?

Vous excluez les secteurs des abords situés sur la commune de Lacq, à cet endroit, depuis la maison, nous voyons la route, depuis la chute d'un énorme tilleul ayant entraîné

la destruction totale d'un bûcher et de plusieurs chênes. L'écran végétal n'existe donc plus.

Par nature, un écran végétal est éphémère, voire inexistant en hiver : le climat, les tempêtes, la sénescence des arbres et l'abattage obligatoire de sujets malades ne permettent pas un écran pérenne et efficace. L'argument d'écran végétal n'est pas recevable à nos yeux.

Quels sont les projets qui ont motivé cette restriction drastique, sur quels sites pouvons-nous les retrouver ? Par exemple de l'autre côté de la voie ferrée il n'y aura que 100 mètres de protection depuis la conciergerie inscrite et l'entrée de la propriété. La construction de nouveaux bâtiments comme Arobase qui longe la voie ferrée a-t-elle été prévue ? Le parking souhaité par la SNEF sur notre parcelle 4 a-t-il été déjà programmé ?

En raison de la manière dont nous avons été traitées, de l'absence de réponses précises, et de la réduction drastique du périmètre décidée unilatéralement, nous vous informons que nous sommes opposées à ces modifications.

Dans l'attente de vos explications, nous vous prions, Monsieur, de recevoir l'expression de nos salutations distinguées.

N.GHORBANI et C.BURUCOA